

Études internationales



DAVID, Dominique. *Conflits, puissances et stratégies en Europe. Le dégel d'un Continent*. Bruxelles, Bruylant, Coll. « Organisation internationale et relations internationales, no. 23 », 1992, 231 p.

Jean-Christophe Romer

Volume 23, numéro 4, 1992

Le droit international humanitaire (droit international des conflits armés)

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703102ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703102ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Romer, J.-C. (1992). Compte rendu de [DAVID, Dominique. *Conflits, puissances et stratégies en Europe. Le dégel d'un Continent*. Bruxelles, Bruylant, Coll. « Organisation internationale et relations internationales, no. 23 », 1992, 231 p.] *Études internationales*, 23(4), 898–901. <https://doi.org/10.7202/703102ar>

Tous droits réservés © Études internationales, 1992

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

laisse tomber la gestion économique pour se concentrer sur le politique, les ténors du CMI cherchent à développer de nouvelles stratégies pour faire valoir leurs intérêts face aux autorités politiques. Plusieurs directeurs d'entreprises se plaignirent de l'état lamentable de l'économie et plaidèrent pour que l'on maintienne une industrie de défense forte et efficace. Lors du putsch raté d'août 91, le CMI semble avoir été divisé sur l'appui à donner ou non aux putschistes. Plusieurs représentants «réformistes» du CMI réussirent après le coup à se dénicher des postes influents dans la gestion économique du pays.

Pour terminer son court ouvrage, Cooper se penche sur les conséquences pour les pays occidentaux du processus de réformes et de conversion dans le CMI. L'Occident voit de manière positive ces phénomènes qui se caractérisent par une baisse de la production militaire et contribuent «à l'évolution d'un monde d'après-guerre froide plus sécuritaire.» [p. 89] Toutefois, il faut se garder d'un optimisme trop débordant. Cooper rappelle que la conversion se fait, mais de manière limitée. De plus, le résultat de la conversion du CMI pourrait signifier une industrie de défense moins énorme, mais plus efficace. L'un des moyens pour l'Occident de participer à la conversion du CMI est par le biais de «joint ventures», ce que Cooper appelle la «conversion coopérative» (*Cooperative conversion*) dans le domaine de l'aérospatiale, par exemple. Pour conclure, l'auteur insiste sur le point suivant: il ne faut jamais oublier que la conversion des industries de défense soviétiques maintenant russes, ukrainiennes, etc.) doit être prise en

relation avec le contexte général économique et politique dans le (ou maintenant les) pays. La situation actuelle politique et économique reste encore trop instable. «Le retour vers une économie civile «normale» sera un processus long et difficile, mais dans lequel l'industrie de défense pourrait occuper une place importante.» [p. 98] Cooper note aussi, que celle-ci pourrait faire obstruction et cela pourrait avoir des conséquences qui ne se confinent pas seulement aux frontières de l'ex-URSS.

La lacune principale de l'ouvrage de Cooper est sa brièveté. Il aborde presque toutes les grandes questions et inquiétudes touchant la conversion des industries de défense, mais n'explore pas en profondeur tous les enjeux qui y sont reliés. Ce petit livre peut servir, cependant, à familiariser le lecteur avec cette question cruciale dans le processus de réformes de l'économie de l'ex-URSS.

Rémi HYPPIA

Département de science politique
Université du Québec à Montréal

DAVID, Dominique. *Conflits, puissances et stratégies en Europe. Le dégel d'un Continent*. Bruxelles, Bruylant, Coll. «Organisation internationale et relations internationales, no. 23», 1992, 231 p.

L'ouvrage de Dominique David se présente comme une «vision désabusée» d'une Europe en mutation. Aux deux Europes d'hier s'est substituée une multitude d'Europes qui risque de déboucher, si l'on n'y prend garde,

à une absence d'Europe. L'objectif de Dominique David est d'ordonner ce qui, en ce début de décennie quatre-vingt-dix, ne peut guère être considéré autrement que comme un «chantier» dont l'état est encore plus complexe que beaucoup l'imaginent.

Après un historique montrant notamment les différentes tentatives de construction européenne, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale jusqu'à un passé très récent, l'auteur s'attache à présenter les acteurs dominants de cette scène européenne en (re)construction : États-Unis, URSS, France et Allemagne. Il analyse leurs certitudes et incertitudes, leurs forces et faiblesses face aux bouleversements actuels pour dessiner l'image d'une nouvelle Europe encore bien incertaine. Dans une deuxième partie, thématique, il aborde les grandes questions dont la résolution devrait permettre la mise en place d'un système cohérent de sécurité européenne : les doctrines stratégiques, le désarmement, les institutions et l'Europe face au monde.

Depuis la fin de l'URSS – et il faut préciser que l'ouvrage a été achevé au moment du putsch de Moscou d'août 1991 – les États-Unis n'ont cessé de s'interroger sur leur place et leur fonction dans la construction européenne, une Europe où ils considèrent avoir des «intérêts globaux», à la différence du Pacifique où leurs intérêts ne sont que régionaux. Partagés entre leurs ambitions de superpuissance – mais une superpuissance unique est-elle encore une superpuissance ? – et leurs tendances isolationnistes, les États-Unis ne cessent de s'interroger sur les modalités de leur présence en

Europe et sur le rôle de l'Alliance atlantique. Dans ce domaine, et comme le rappelle l'auteur, «Pour les États-Unis, il s'agit de gérer des intérêts réels et des intérêts moraux, ces derniers n'étant pas les moins importants» (p. 57).

Abordant la question de l'URSS, Dominique David cherche d'abord à comprendre comment et pourquoi s'est effondrée cette puissance, qui servait de repoussoir mais aussi d'instrument de cohésion. Il constate alors que, par son effondrement, l'URSS, plus que jamais, redevient un acteur avec lequel les autres acteurs du continent ont des intérêts déterminants. Des intérêts qui doivent inciter à penser l'Europe comme un espace unique.

Dans cet espace européen en chantier, la France peut – doit – jouer un rôle primordial. Résultant de la nouvelle dynamique du désarmement, la France est destinée à devenir la seule puissance nucléaire du continent – à la notable exception de la Russie – et, par là à assumer une responsabilité particulière dans la sécurité du continent. De plus, son concept stratégique, que d'aucuns ont peut-être un peu vite condamné, peut servir de base à une nouvelle approche de la dissuasion. Cet aspect doctrinal sera plus précisément développé dans le premier des chapitres thématiques de l'ouvrage qui insiste notamment sur l'avenir du nucléaire comme garant de la sécurité de l'Europe de demain.

Enfin, dernier acteur central sur le continent, l'Allemagne, plus que jamais, servira de pont entre ce qu'hier encore l'on nommait l'Est et l'Ouest et est destinée à être «le vis-à-vis privilégié de Moscou au centre de l'Europe»

(p. 100). Mais l'Allemagne entretient aussi des relations particulières avec ses alliés occidentaux fondées sur un jeu de balancier avec notamment Washington et Paris. Si le premier est toujours perçu comme essentiel pour garantir la sécurité de l'Europe et de la RFA, D. David montre également que l'idée de «l'ami américain» peut aussi relever du mythe. À l'inverse, l'axe Paris-Bonn constitue plus que jamais la légitimation de l'euro-péanité de l'Allemagne.

Parmi les chapitres thématiques, après avoir démontré la nécessité du maintien d'armes nucléaires pour garantir la sécurité du continent et le rôle que doit désormais tenir le concept de dissuasion minimum, particulièrement développé par la France, l'auteur analyse la transformation du processus de désarmement en Europe. Il relève que cette transformation est bien une conséquence et non une cause du changement à l'Est et s'attache à montrer que si la notion de suffisance est relativement aisée à introduire dans le domaine du nucléaire, il n'est pas de même pour les armes classiques.

Toutes ces données s'inscrivent dans ce que Dominique David appelle une Europe multiple, c'est-à-dire, une Europe à plusieurs dimensions selon que l'on aborde les questions de sécurité ou celles de stratégie. De même que l'ensemble de son ouvrage est construit formellement sur un rythme ternaire, l'on retrouve, dans ce chapitre, un fond que l'on pourrait qualifier de trinitaire. Aux trois niveaux d'espaces stratégiques susceptibles d'ordonner l'actuel désordre européen – la Nation, la Communauté européenne et la «Grande Europe» – cor-

respondent trois autres niveaux si l'on aborde la question sous l'angle de la sécurité: atlantique, communautaire et paneuropéen. Mais, d'autres volontés vont s'affronter dès lors qu'il s'agira de donner une dimension institutionnelle permettant d'aboutir à un «montage européen» destiné à se substituer aux structures actuelles «inadaptées aux vœux stratégiques et aux espaces dans lesquels ces vœux sont à l'œuvre».

Enfin, Dominique David s'attache à montrer que la fin de l'affrontement idéologique a déjà des implications hors d'Europe où se posera notamment la question d'une politique concertée de résolution des crises – qu'il s'agisse de la prolifération nucléaire ou de crises politiques locales. À une nouvelle Trinité – Onusienne, atlantique et paneuropéenne – il ajoute néanmoins deux acteurs essentiels pour traiter des questions hors zone: les Nations, la France en particulier, et l'Europe occidentale qui y ont en effet des intérêts particuliers.

Malgré des propos annoncés comme «désabusés», cet ouvrage propose un foisonnement d'idées particulièrement satisfaisantes pour l'esprit, montrant une réelle foi de son auteur en l'Europe. Même si l'ouvrage a été achevé en août 1991 et donc avant la fin de l'URSS, l'analyse garde toute sa force car l'on a affaire à une authentique et stimulante réflexion de fond dont le style, souvent, très littéraire, agrmente encore la lecture. Enfin, complément fort utile pour la lecture de cet ouvrage, signalons la publication, par le même auteur, d'un recueil de textes ayant marqué les relations Est-Ouest depuis 1945: *Est-Ouest 1945-1990*, Textes réunis et

présentées par D. David, Paris, Publisud, 1992, 438 p.

Jean-Christophe ROMER

*Institut National Supérieur
de Défense et de Désarmement, Paris*

DAVID, Charles-Philippe. *La guerre du golfe, l'illusion de la victoire*. Montréal, Art Global, 1991, 362 p.

La guerre du golfe propose une lecture critique du conflit armé qui a opposé les forces de la coalition dirigée par les États-Unis à l'armée irakienne. L'auteur y pose deux questions essentielles : 1° Cette guerre, aurait-elle pu être évitée ? 2° Cette guerre a-t-elle atteint les buts fixés ? Il répond par oui à la première question. Car, sans vouloir disculper Saddam Hussein ou sanctionner l'occupation du Koweït par son voisin turbulent, l'observateur avisé ne peut s'empêcher de constater que Bush n'a pas donné sa pleine chance aux démarches diplomatiques. Il en aurait été autrement si le Koweït était un pays producteur de brocoli. Mais pour les gisements de pétrole dont cet émirat regorge, le gouvernement américain ne pouvait permettre au régime irakien de contrôler cette ressource vitale et encore moins de menacer l'Arabie saoudite. Libérer le Koweït par les négociations diplomatiques laisserait intact la menace que représente l'arsenal militaire irakien. Dès lors, il fallait viser à la destruction de son potentiel de combat sur le champ de bataille. La logique de la guerre s'est donc installée au lendemain de l'invasion du Koweït.

L'équipe Bush s'attellera dès lors à optimiser ses chances de remporter une victoire écrasante qui effacerait l'humiliation subie au Vietnam. Pour cela James Baker réussira à mettre sur pied une coalition disparate de pays qui avaient des raisons différentes à leur participation. Les États-Unis exerceront des pressions sur les Nations Unies et son Conseil de sécurité pour leur soutirer des résolutions que Saddam Hussein ne pouvait accepter sous peine de perdre la face. Ce dernier était tantôt assimilé à un Hitler des temps modernes, tantôt à un démon sanguinaire.

De la sorte Bush pouvait compter sur l'appui de l'opinion publique comme préalable à l'envoi des troupes et au déclenchement des hostilités. Les sanctions économiques ne représentaient pas, à ses yeux, une solution valable parce qu'elles pouvaient traîner en longueur sans donner de résultats concrets alors que les primaires de la campagne présidentielle frappaient à la porte.

Les stratèges américains, de leur côté, vont exagérer la force de frappe irakienne en la classant au quatrième rang dans le monde. Ils surestimeront son arsenal d'armes non conventionnelles en insistant sur le fait que l'Irak était à la veille de produire des armes nucléaires. Tout était mis en place pour justifier une intervention militaire massive et les quelques simulacres de règlement pacifique ne servaient qu'à jeter la poudre aux yeux.

Avec la fin de la guerre froide, le président Bush avait ses coudées franches pour imposer son « ordre » au reste du monde. Mais l'auteur se demande, à juste titre, par quelle logi-